



## Arrêt

**n° 231 730 du 23 janvier 2020**  
**dans l'affaire x**

**En cause : x**

**ayant élu domicile :     au cabinet de Maître A. ALENKIN**  
**Vlaamse Kaai 76**  
**2000 ANTWERPEN**

**contre :**

**le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides**

### **LE PRÉSIDENT F.F. DE LA Ve CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 27 mars 2017 par x, qui déclare être de nationalité ukrainienne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 24 février 2017.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 28 mars 2017 avec la référence x.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 3 octobre 2019 convoquant les parties à l'audience du 8 novembre 2019.

Entendu, en son rapport, J.-F. HAYEZ, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me A. HAEGEMAN loco Me A. ALENKIN, avocat, et L. UYTTERSROT, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. L'acte attaqué**

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

#### **« A. Faits invoqués**

*Vous déclarez être ressortissant de République d'Ukraine, d'origine ethnique russe par votre mère et ukrainien par votre père. A l'appui de votre demande d'asile, vous invoquez les faits suivants :*

*En 2003, vous seriez venu vivre en Belgique, sans introduire de demande d'asile. Vous auriez donné de fausses identités aux autorités belges pendant votre séjour afin de pouvoir rester sur le territoire.*

*Sans être retourné au pays auparavant, vous avez été rapatrié en Ukraine en juillet 2007.*

*De 2011 à 2013, vous auriez été entraîneur de basket-ball à Donetsk.*

*Ensuite, vous auriez commencé à travailler comme entraîneur de basket pour les enfants des travailleurs de l'usine Azovmach de Marioupol.*

*Au printemps 2014, les forces indépendantistes russes auraient conquis la ville de Marioupol.*

*A cette époque, deux hommes du DNR (forces armées de libération de Donetsk) seraient venus vous rencontrer à votre travail pour vous demander de vous occuper de l'entraînement sportif de personnes qui rejoignaient le DNR. Ils vous auraient expliqué qu'ils vous recontacteraient, ce qui ne se serait pas produit par la suite. Les indépendantistes auraient gardé les rênes à Marioupol pendant quelques semaines, avant que les autorités russes ne ré-assoient leur pouvoir dans cette même ville en juin 2014.*

*Début septembre 2014, trois hommes du bataillon Azov seraient venus vous chercher dans la salle de sport où vous vous trouviez. Ils vous auraient posé quelques questions et vous auraient emmené sur le territoire de l'aéroport de Marioupol. Vous y auriez été torturé afin de révéler vos liens avec les séparatistes. Comme vous ne pouviez pas les informer à ce sujet, ils vous auraient proposé de rejoindre le bataillon Azov ou de servir l'Ukraine en travaillant dans l'enceinte de l'aéroport pour les troupes ukrainiennes. Ce que vous auriez accepté.*

*Pendant un mois et demi, vous auriez alors creusé des tranchées, rempli des sacs de sable et posé des barbelés dans l'aéroport de Marioupol avec une douzaine d'autres hommes. Vos parents ayant appris que vous aviez été emmené, se seraient adressés à la police, en vain.*

*Mi-octobre, vous auriez été à nouveau interrogé, mais vous auriez été relâché avec assignation à résidence en attendant d'être convoqué pour l'armée ukrainienne. Vous auriez alors vécu dans un appartement abandonné dans la rue de vos parents.*

*En janvier 2015, un bombardement aurait eu lieu sur Marioupol. Vous seriez réfugié avec votre fils chez un ami à Lvov. Vous y seriez resté un mois et en mars 2015, vous seriez reparti à Marioupol. En effet, votre père vous aurait expliqué que les appartements vides étaient souvent dévastés, et vous auriez voulu vérifier l'état de votre appartement. Vous seriez donc retourné vivre dans l'appartement abandonné, tandis que votre compagne était chez ses parents, avec votre enfant.*

*En mai, vous auriez contacté un homme à Lvov afin de quitter le pays.*

*En juin 2015, vous auriez quitté l'Ukraine en direction de la Belgique, votre femme et votre fils restant à Marioupol.*

*Le 23 juin 2015, vous avez introduit une demande d'asile auprès des autorités belges. Vous craignez à présent d'être appelé à combattre sous les drapeaux ukrainiens et vous craignez d'être recherché par les hommes du bataillon Azov.*

## **B. Motivation**

*En ce qui vous concerne, force est de constater que les éléments que vous fournissez à l'appui de votre demande d'asile ne permettent pas de considérer qu'il existe dans votre chef une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.*

*Notons avant toute chose qu'il ressort de vos propos et des documents en pièce jointe que vous auriez usé de différentes fausses identités durant votre séjour en Belgique entre 2003 et 2007. Ainsi, vous vous seriez fait appeler successivement [V.Z], mais aussi [I.S] ou encore [K.Z] (CGRA, 18/2/16, p.2). Si vous déclarez à présent donner votre identité effective et que vous déposez un passeport original au nom de [V.D], force est de constater que son authenticité est remise en question. En effet, vous déclarez être reparti de Belgique en Ukraine en été 2007, élément confirmé par le document de*

*rapatriement de juillet 2007 et vous affirmez ne pas être reparti en Ukraine entretemps (CGRA, 18/2/16, p. 2).*

*Or, le nouveau passeport que vous déposez est délivré en janvier 2007 par les autorités administratives à Marioupol. Interrogé sur l'obtention de ce passeport alors que vous étiez en Belgique à ce moment-là, vous ne donnez aucune explication valable (idem, p.13). De même, un cachet relatif à vos obligations militaires est apposé en date de 2008. Interrogé à ce sujet, vous ne savez pas expliquer pour quelle raison vous auriez été entendu à ce sujet alors que vous aviez 32 ans à l'époque (idem, p. 4).*

*Dès lors, cette succession de déclarations contradictoires devant l'OE et le CGRA concernant votre identité et votre parcours, ajouté au fait que l'authenticité de votre passeport est mise à mal, établissent à suffisance que vous ne collaborez pas à l'établissement de votre identité. Une telle attitude est incompatible avec l'honnêteté d'un demandeur d'asile et jette le discrédit sur le contenu même de votre récit.*

*De plus, vos propos concernant les événements de Marioupol mettent à mal vos propos sur votre présence sur place à l'époque.*

*Ainsi, force est de constater que vous vous révélez incapable de citer une date concrète sur les élections pro-séparatistes ou sur la proclamation officielle du DNR (11/8/15, p. 8). Vous déclarez également qu'il n'y a pas eu d'élection en faveur d'un 'président' pour les séparatistes. Interrogé plus en détail à ce sujet, vous finissez par dire qu'il y aurait bien eu un vote, mais pour la forme, et ce, dans les alentours de la date du referendum (p.8). Or, le referendum a eu lieu en mai 2014, mais le vote pour le DNR a eu lieu les 2 et 3 novembre, soit six mois plus tard (cfr articles de journaux en pièce jointe).*

*Encore, vous n'avez pas entendu parler d'un 'contre-referendum' organisé à Marioupol (p.9). Pourtant, un contre-referendum a bien eu lieu à Marioupol et dans d'autres villes de la région afin de savoir si la population voulait continuer à faire partie du territoire ukrainien (cfr article en pièce jointe).*

*Ces différents manquements mettent à mal vos déclarations selon lesquelles vous vous seriez trouvé à Marioupol pendant cette période agitée.*

*Quand bien même vous seriez-vous effectivement trouvé sur place, force est de constater que les faits que vous invoquez dans le cadre de votre demande d'asile ne peuvent être considérés comme établis. Ainsi, vous déclarez que vous auriez été emmené tout début septembre 2014 pour être relâché mi-octobre (11/8/15, p. 14). Or, à l'Office des étrangers, vous disiez que vous aviez été emmené en octobre pour un mois et demi (cfr questionnaire CGRA, p.19). Interrogé à ce sujet, vous dites être resté vague (18/2/15, p.13). Cette explication ne tient pas puisque vous n'avez pas parlé de l'automne 2014, comme vous déclarez, mais vous avez donné des dates précises, tant à l'OE que devant le CGRA, mais des dates différentes.*

*En outre, vous expliquiez que deux hommes du DNR étaient venus vous trouver, mais qu'ils n'avaient rien dit de concret, si ce n'est qu'ils vous auraient demandé de devenir préparateur physique pour leurs hommes mais qu'ils reviendraient vers vous (11/8/15, p.11). Or, lors de votre seconde audition, vous dites qu'ils étaient trois hommes – et non plus deux – et qu'ils vous auraient fait une offre concrète, puisqu'ils vous auraient proposé 2000 dollars pour l'entraînement de leurs hommes (18/2/16, p. 10). Interrogé à ce sujet, vous expliquez que cela n'a pas beaucoup d'importance (p. 13).*

*Enfin, alors que, selon vos dires, votre famille aurait fait des démarches concernant votre disparition, en allant voir la police notamment (11/8/15, p. 14-15), vous ne déposez aucun début de preuve concernant cette dernière. Pour toutes ces raisons, votre arrestation ne peut être établie.*

*Encore, notons que rien n'explique que vous soyez ainsi torturé par les membres du bataillon Azov uniquement parce que vous auriez parlé une fois à des gens du DNR. Ainsi, vous n'auriez été en contact avec ces hommes qu'à une seule reprise puisque vous affirmez que vous n'aviez aucun rapport avec eux (11/8/15, p.12). Or, vous seriez professeur de basket pour des enfants et vous expliquez n'avoir pas été impliqué en politique puisque vous n'auriez pas même voté ni pris part à des manifestations (11/8/15, p.8) et vous dites bien n'avoir aucune affiliation politique (18/2/16, p.10). Dans ce contexte, il n'est pas permis de comprendre pourquoi vous seriez considéré comme un espion, pour la seule raison d'avoir rencontré deux – ou trois- hommes du DNR. Tous les habitants du Donbass ayant parlé une fois ou deux avec des hommes du DNR ne sont pas considérés comme des espions.*

*Dès lors, il n'est pas permis de comprendre pourquoi ces hommes vous rechercheraient à ce point à l'heure actuelle.*

*Quoi qu'il en soit, vous déclarez être parti à Lvov suite au bombardement de la ville (11/8/15, p.15), mais vous déclarez également être retourné à Marioupol, moins de deux mois plus tard, et ce, pour voir l'état de votre appartement qui avait été abandonné (11/8/15, p. 15). Cet état de fait finit d'achever la crainte que vous invoquez dans le cadre de votre demande d'asile. En effet, si vous aviez réellement été détenu par ces gens – élément non établi en l'état – et si vous craigniez réellement ces gens, vous ne retourneriez sur leur territoire, alors que vous aviez pu en réchapper.*

*Toujours à ce sujet, notons que vous déclarez tout d'abord être allé chez votre ami à Lvov avec votre compagne et votre fils (11/8/15, p.15). Lors de la seconde audition, vous déclarez être parti seul avec votre fils, alors que votre compagne restait à Marioupol (18/2/16, p.9). Cet état de fait diminue encore la crédibilité de vos propos.*

*Dans le cadre de votre demande d'asile, vous déclarez également craindre de devoir aller combattre dans le cadre de ce conflit (11/8/15, p. 17).*

*Notons à ce sujet que votre crainte est totalement hypothétique. Ainsi, vous auriez été exempté du service militaire pour raisons médicales (CGRA, 11/8/15, p. 6). Dès lors, rien n'indique que vous seriez apte aujourd'hui à entrer dans l'armée. Par ailleurs, vous ne déposez aucun document ou convocation faisant part d'un appel à la mobilisation dans votre chef. Interrogé à ce sujet, vous déclarez ne pas avoir reçu de convocation jusqu'à présent, mais que votre famille aurait reçu des visites (18/2/16, p. 8). Par ailleurs, il ressort des informations en notre possession qu'il n'y aura pas de nouvel appel à la mobilisation en 2016. Ainsi, le président Poroshenko annonçait que si mobilisation il y avait en 2016, il n'y en aurait qu'une seule, car l'armée bénéficiait d'un nombre important de volontaires qui s'engageaient sous contrat. Il précisait que des dizaines de milliers d'Ukrainiens se sont engagés sous contrat, « ce qui a permis de postposer de manière significative une nouvelle mobilisation et d'en réduire l'ampleur de manière significative ». Il a finalement annoncé en avril 2016 que la septième vague de mobilisation était « reportée », en raison d'une forte augmentation des engagements volontaires (cfr COI Mobilisation partielle 2015, 2016). Dès lors, votre crainte alléguée quant à la mobilisation ne peut être considérée comme actuelle.*

*Les documents que vous déposez, à savoir, votre passeport interne de 2007, votre permis de conduire, votre acte de naissance, ainsi qu'un diplôme, une carte d'entraîneur et un journal de Marioupol ne modifient en rien la décision prise ce jour à votre égard.*

*En effet, ces documents attestent de votre nationalité, élément qui n'était pas remis en question. Cependant, ils doivent être analysés avec retenue, puisque la délivrance de votre passeport met à mal son authenticité, comme relevé plus haut.*

*La carte d'entraîneur et le diplôme ne sont pas remis en question, mais ils datent de 1997 et 1999, c'est-à-dire bien avant tous les événements invoqués ce jour.*

*Le journal de Marioupol atteste des événements en cours dans la ville en janvier 2015. Cet état de fait est connu du CGRA, mais pour les raisons relevées plus haut, il ne permet pas de conclure que vous devez recevoir le statut de réfugié pour la seule raison de votre origine de Marioupol.*

*Pour toutes les raisons relevées ci-dessus, il n'est pas permis de considérer qu'il existe dans votre chef une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.*

*Outre le statut de réfugié au sens de l'article 48/3 et l'octroi de la protection subsidiaire comme prévu par l'article 48/4, § 2, a) et b) de la loi du 15 décembre 1980, un demandeur d'asile peut également se voir accorder le statut de protection subsidiaire lorsqu'il y a de sérieux motifs de croire que, conformément à l'article 48/4, § 2, c) de ladite loi, un civil qui retourne dans le pays concerné ou, le cas échéant, dans la région concernée, encourrait du seul fait de sa présence sur le territoire de celui-ci un risque réel de subir des menaces graves contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé.*

*Or, il ressort des informations jointes au dossier administratif que, si des incidents impliquant des militaires surviennent dans la région des provinces ukrainiennes de Donetsk et Lugansk, il y a*

*cependant lieu de remarquer que la situation y est relativement calme, à l'exception des zones jouxtant la « ligne de contact » des belligérants. Ces mêmes informations indiquent que le nombre de victimes – et a fortiori de victimes civiles – reste faible.*

*Compte tenu des constatations qui précèdent, et après une analyse détaillée des informations disponibles, force est de constater que la région des provinces ukrainiennes de Donetsk et Lugansk, d'où vous êtes originaire, ne connaît pas actuellement de situation exceptionnelle où la violence aveugle atteint un niveau tel qu'il y a de sérieux motifs de croire que, du seul fait de votre présence, vous y courrez un risque d'être exposé à une menace grave contre votre vie ou votre personne au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980.*

### **C. Conclusion**

*Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»*

## **2. Les faits invoqués**

Dans son recours devant le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé « le Conseil »), la partie requérante confirme l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.

## **3. La requête**

3.1. La partie requérante invoque la violation des articles 48/3, 48/4 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée « la loi du 15 décembre 1980 »), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et la violation du « principe de motivation matérielle ».

3.2. Elle conteste en substance la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce.

3.3. En conclusion, la partie requérante demande au Conseil d'annuler la décision attaquée et de renvoyer l'affaire au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après Commissariat général) ou de réformer la décision attaquée et de reconnaître au requérant la qualité de réfugié ou de lui accorder le statut de protection subsidiaire.

## **4. Les nouveaux documents déposés**

4.1. La partie requérante joint à sa requête la traduction de l'acte de naissance du requérant.

4.2. Par le biais d'une note complémentaire datée du 10 avril 2018, la partie requérante dépose au dossier de la procédure (pièce 6) les documents suivants :

- la première page du contrat de travail du requérant en Belgique ainsi qu'une fiche de salaire du requérant ;
- une attestation délivrée au requérant le 8 avril 2017 par le Service National des Migrations de l'Ukraine.

4.3. Par une ordonnance du 3 octobre 2019 prise en application de l'article 39/62 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil a invité les parties à lui communiquer « toutes les informations permettant de l'éclairer sur la situation sécuritaire prévalant actuellement en Ukraine, en particulier dans la région d'origine de la partie requérante, ainsi que sur les questions de service militaire et du risque de mobilisation forcée en Ukraine » (dossier de la procédure, pièce 8).

4.4. A la suite de cette ordonnance, la partie défenderesse a déposé au dossier de la procédure, par le biais d'une note complémentaire datée du 16 octobre 2019, trois nouveaux rapports, à savoir :

- un document intitulé « COI Focus. UKRAINE. Service militaire, service alternatif. Situation actuelle », daté du 18 septembre 2018 ;

- un document intitulé « COI Focus. Ukraine. Mobilisation partielle 2015, 2016, 2017 », daté du 19 septembre 2018 ;
- un document intitulé « COI Focus. Ukraine. La situation sécuritaire en Ukraine, à l'exception de la Crimée », daté du 19 février 2019 (dossier de la procédure, pièce 10).

4.5. Quant à la partie requérante, elle a fait parvenir au Conseil une note complémentaire datée du 17 octobre 2019 à laquelle elle a joint plusieurs nouveaux documents, à savoir :

- un article de presse intitulé « Leader du secteur droit Dmytro Yaroch : lorsque 80 % du pays ne soutient pas le gouvernement, la guerre civile ne peut avoir lieu » daté du 8 mars 2014 ;
- un article de presse intitulé « Le secteur droit ukrainien : une armée indépendante ultra-nationaliste aux frontières de l'Europe », daté du 13 juillet 2015 ;
- un article de presse intitulé « A Kiev, la station a trouvé le corps d'un militaire qui a combattu dans le Donbass », daté du 12 mars ;
- un article de presse intitulé « A Tchernivtsi, un inconnu a lancé une grenade dans les locaux de la police fiscale, il y a des blessés », daté du 10 janvier ;
- un article de presse intitulé « En Roumanie, le propagandiste incite les Ukrainiens à demander la citoyenneté roumaine », daté du 29 septembre 2017 ;
- un article de presse intitulé « Il y avait une vidéo sur les conséquences des éléments à l'Ouest : routes inondées, alimentation électrique endommagée », daté du 4 septembre 2017 ;
- un article de presse intitulé « La Commission de Venise a annoncé le verdict sur "l'article linguistique" de la loi sur l'éducation », daté du 8 décembre 2017 ;
- un article de presse intitulé « La langue ukrainienne est devenue obligatoire à Tchernivtsi dans un certain nombre de domaines », daté du 22 février ;
- un article de presse intitulé « Les combattants de la garde nationale sont apparus à la frontière de l'Ukraine en Bucovine », daté du 23 janvier ;
- un article de presse intitulé « En raison de la nouvelle loi sur l'éducation, l'Ukraine et la Hongrie ont vivement critiqué la Hongrie », daté du 7 septembre 2017 ;
- un article de presse intitulé « Un combattant du bataillon "Donbass" de Bucovine a péri dans la zone ATU », daté du 1er février ;
- un article de presse intitulé « Cinq ans après le début du conflit avec la Russie, la situation en Ukraine reste instable », daté du 9 août 2019 (dossier de la procédure, pièce 12).

## 5. Discussion

### A. Thèses des parties

5.1. Le requérant déclare être de nationalité ukrainienne et originaire de la ville de Marioupol, située dans l'oblast de Donetsk. A l'appui de sa demande de protection internationale, il invoque une crainte d'être mobilisé et de devoir intégrer l'armée ukrainienne pour aller combattre dans le cadre du conflit qui sévit à l'Est de l'Ukraine. Il invoque également une crainte à l'égard des hommes du bataillon d'Azov qui l'ont arrêté en septembre 2014 parce qu'ils le soupçonnaient de collaborer avec les forces armées de la République autoproclamée de Donetsk (ci-après DNR). Le requérant déclare avoir été détenu à l'aéroport de Marioupol durant un mois et demi pendant lequel il a été torturé et amené à effectuer des travaux manuels. Il invoque aussi une crainte liée à la situation sécuritaire dans sa région d'origine.

5.2. Dans la décision attaquée, la partie défenderesse rejette la demande de protection internationale du requérant pour différentes raisons.

Tout d'abord, elle relève que le requérant a usé de différentes fausses identités durant son séjour en Belgique entre 2003 et 2007. Elle remet en cause l'authenticité du passeport original présenté par le requérant aux motifs qu'il a été délivré à Marioupol en janvier 2007, à un moment où le requérant vivait en Belgique, et parce que ce passeport contient un cachet apposé en 2008 et relatif à ses obligations militaires tandis que le requérant n'explique pas pourquoi il aurait été entendu à ce sujet alors qu'il était âgé de 32 ans à l'époque.

Ensuite, elle conteste la présence du requérant à Marioupol au moment des faits allégués compte tenu de ses méconnaissances concernant des événements politiques qui s'y sont déroulés durant cette période.

Elle considère que, quand bien même le requérant se serait effectivement trouvé à Marioupol, les faits qu'il allègue à titre personnel ne sont pas établis. A cet égard, elle relève des divergences dans ses déclarations concernant la période durant laquelle il a été retenu par le bataillon d'Azov, ainsi que concernant le nombre d'hommes de la DNR qui lui auraient demandé d'entraîner physiquement leurs

hommes et l'offre qu'ils lui ont faite. De plus, alors que le requérant déclare que sa famille a fait des démarches suite à sa disparition, notamment en allant voir la police, elle relève que le requérant ne dépose aucun début de preuve concernant sa disparition. Elle considère qu'il n'est pas crédible que le requérant soit torturé par les membres du bataillon Azov uniquement parce qu'il aurait parlé une fois à des gens de la DNR. Elle souligne que le requérant n'avait aucun rapport avec les membres de la DNR et qu'il a un profil apolitique. Elle soutient que tous les habitants du Donbass ayant parlé une fois ou deux avec des hommes de la DNR ne sont pas considérés comme des espions. Elle rappelle que le requérant est parti à Lvov après sa libération et le bombardement de Marioupol en janvier 2015, et qu'il est retourné à Marioupol moins de deux mois plus tard pour voir l'état de son appartement, ce qui annihile sa crainte.

Elle qualifie d'hypothétique sa crainte de devoir aller combattre dans le cadre du conflit qui sévit à l'Est de l'Ukraine. Elle relève à cet égard que le requérant aurait été exempté du service militaire pour des raisons médicales, qu'il ne dépose aucun document ou convocation relatif à un appel à la mobilisation dans son chef et qu'il ressort des informations en sa possession qu'il n'y aura pas de nouvel appel à la mobilisation en 2016. Les documents déposés par le requérant sont jugés inopérants.

Enfin, la partie défenderesse considère que la région des provinces ukrainiennes de Donetsk et Lugansk, d'où le requérant est originaire, ne connaît pas actuellement de situation exceptionnelle où la violence aveugle atteint un niveau tel qu'il y a de sérieux motifs de croire que, du seul fait de sa présence, le requérant y court un risque d'être exposé à une menace grave contre sa vie ou sa personne au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980.

5.3. Dans son recours, la partie requérante conteste cette analyse et critique les motifs de la décision attaquée. Elle justifie ses déclarations divergentes par l'ancienneté des faits invoqués et par le contexte sécuritaire qui prévalait dans son pays et qui lui a causé beaucoup de stress. Elle soutient que le requérant s'est trompé sur le nombre d'hommes de la DNR qui sont venus le trouver, mais qu'il ne s'agit pas d'une erreur majeure. Elle explique que le requérant ignore la date des « élections pro-séparatistes » parce qu'il ne s'intéresse pas à la politique et que l'accès à l'information dans son pays, à cette époque, était assez difficile. Concernant l'usage de fausses identités durant son séjour en Belgique entre 2003 et 2007, elle explique que le requérant était à l'époque jeune, stressé et désespéré de ne pas avoir une situation stable, ce qui l'a conduit à mentir. Quant au retour du requérant à Marioupol pour voir l'état de son appartement après le bombardement de la ville, elle s'expliquerait par le fait qu'il ne réalisait pas le danger qu'il encourait à ce moment outre que, aveuglé par ses années de travail et par la difficulté qu'il a eu à acheter cet appartement, il ne pouvait pas imaginer l'abandonner aussi facilement. Elle soutient également que la situation à Marioupol n'est pas « relativement calme » et qu'il y a des bombardements et « d'autres problèmes ».

## **B. Appréciation du Conseil**

### *B1. Le cadre juridique de l'examen du recours*

5.4. Dans le cadre d'un recours en plein contentieux, le Conseil jouit, en vertu de l'article 39/2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980, d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...] Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...] » (Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, p. 95).

5.5. Le Conseil est la seule juridiction compétente pour connaître des recours contre les décisions prises par le Commissaire général en application de la directive 2011/95/UE. A ce titre, il doit exercer sa compétence de manière à satisfaire à l'obligation d'offrir un « recours effectif devant une juridiction » au sens de l'article 46 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2013/32/UE »).

5.6. A cet égard, l'article 46, § 3, de cette directive impose aux Etats membres de veiller « à ce qu'un recours effectif prévoie un examen complet et ex nunc tant des faits que des points d'ordre juridique, y compris, le cas échéant, un examen des besoins de protection internationale en vertu de la directive 2011/95/UE ». Certes, cette disposition n'est pas transposée dans ces termes dans la législation belge,

mais il convient de rappeler que lorsqu'elles appliquent le droit interne et, notamment, les dispositions d'une réglementation spécifiquement adoptée aux fins de mettre en œuvre les exigences d'une directive, les juridictions nationales sont tenues d'interpréter le droit national dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive en cause pour atteindre le résultat visé par celle-ci et, partant, de se conformer à l'article 288, troisième alinéa, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après dénommé le « TFUE ») (CJUE, affaires jointes C-397/01 à C-403/01, Pfeiffer e.a. du 5 octobre 2004, § 113).

5.7. Il s'ensuit que lorsqu'il procède à l'examen d'un recours introduit sur la base de l'article 39/2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil est tenu d'interpréter la loi de manière à se conformer aux exigences d'un examen complet et *ex nunc* découlant de l'article 46, § 3, de la directive 2013/32/UE.

#### *B2. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980*

5.8. L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit : « Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 ». Ledit article premier de la Convention de Genève précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne « qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ».

5.9. Tout d'abord, le Conseil observe que la partie défenderesse a très clairement détaillé les raisons pour lesquelles elle rejette la demande de protection internationale du requérant. La motivation de la décision attaquée permet donc à la partie requérante de saisir pour quelles raisons sa demande a été rejetée. À cet égard, la décision entreprise est donc formellement motivée.

5.10. Quant au fond, le Conseil constate que le débat entre les parties porte sur la crédibilité du récit d'asile du requérant et sur le bienfondé des craintes qu'il allègue.

5.11. A cet égard, le Conseil estime ne pas pouvoir se rallier aux motifs de la décision attaquée qui remettent en cause l'authenticité du passeport original déposé par le requérant ainsi que sa présence à Marioupol au moment de la survenance des faits allégués. Le Conseil estime que ces motifs ne sont pas pertinents, d'autant plus que la partie défenderesse n'en tire aucune conséquence puisqu'elle ne conteste pas formellement l'identité du requérant et qu'elle analyse tout de même la crédibilité des faits qu'il déclare avoir vécus à Marioupol et qu'elle examine la demande de protection internationale du requérant par rapport à l'Ukraine et en particulier par rapport à la région de Donetsk d'où le requérant déclare provenir.

Sous ces réserves, Le Conseil rejoint la partie défenderesse lorsqu'elle remet en cause le bienfondé de la crainte du requérant à l'égard du bataillon Azov (a) et le bienfondé de la crainte du requérant d'être mobilisé dans l'armée ukrainienne (b).

#### a. Crainte du requérant à l'égard du bataillon Azov qui l'aurait arrêté, détenu et torturé parce qu'il l'aurait soupçonné de collaborer avec les forces armées de la République autoproclamée de Donetsk

5.12.1. Concernant ce volet de la demande du requérant, le Conseil partage l'analyse de la partie défenderesse quant à l'absence de crédibilité des problèmes que le requérant aurait rencontrés avec le bataillon Azov. En particulier, le Conseil relève, à l'instar de la partie défenderesse, des divergences dans les déclarations du requérant concernant la période durant laquelle il aurait été retenu par le bataillon Azov et concernant le nombre d'hommes de la DNR qui l'auraient abordé pour lui demander d'entraîner physiquement leurs recrues. De plus, alors que le requérant déclare que sa famille a effectué des démarches suite à sa disparition, notamment en allant voir la police, c'est à juste titre que la partie défenderesse constate l'absence au dossier du moindre début de preuve concernant la disparition du requérant. Le Conseil estime également qu'il n'est pas crédible que le requérant soit considéré comme un espion et torturé par les membres du bataillon Azov uniquement parce qu'il aurait parlé une fois à des gens de la DNR. C'est également à bon droit que la décision entreprise conteste les problèmes allégués par le requérant en soulignant qu'il n'avait aucun rapport avec les membres de la DNR et qu'il avait un profil apolitique, ce qui rend invraisemblable qu'il ait été ciblé par le bataillon Azov et accusé de soutenir les forces séparatistes. A la suite de la partie défenderesse, le Conseil estime que rien ne



permet de comprendre pourquoi le requérant serait recherché par des membres du bataillon Azov d'autant plus que tous les habitants du Donbass ayant parlé une fois ou deux avec des hommes de la DNR ne sont pas considérés comme des espions. Enfin, le Conseil considère également que le requérant a adopté un comportement incompatible avec la crainte alléguée en retournant à Marioupol après sa libération et après le bombardement de Marioupol en janvier 2015.

Les motifs exposés ci-dessus se vérifient à la lecture du dossier administratif, sont pertinents et empêchent de tenir pour établis les problèmes rencontrés par le requérant et la crainte qu'il invoque à l'égard des hommes du bataillon Azov.

5.12.2. Le Conseil constate que la requête introductive d'instance ne développe aucun moyen susceptible d'établir la réalité des faits allégués, ni a fortiori, le bien-fondé des craintes de la partie requérante.

5.12.3. La partie requérante invoque notamment le stress pour justifier les déclarations divergentes du requérant (requête, p. 4).

Le Conseil n'est toutefois pas convaincu par cette explication et relève que, durant ses auditions à l'Office des étrangers et au Commissariat général, le requérant n'a, à aucun moment, manifesté ou verbalisé l'une ou l'autre difficulté, ou émotion particulière l'empêchant de s'exprimer, ou le gênant. En tout état de cause, le Conseil n'estime pas que l'éventuel stress ressenti par le requérant lors de ses auditions puisse expliquer les divergences relevées dans l'acte attaqué, lesquelles sont significatives et affectent les déclarations du requérant relatives aux éléments essentiels de son récit, à savoir son arrestation, sa détention et le fait qu'il aurait été approché par des membres de la DNR.

5.12.4. La partie requérante soutient également que l'ancienneté des faits évoqués par le requérant explique les divergences relevées dans ses propos (requête, p. 4).

Le Conseil ne peut toutefois pas accueillir favorablement cet argument. Il constate que les divergences reprochées au requérant portent sur des événements particulièrement marquants qu'il déclare avoir personnellement vécus et qui ont une place déterminante dans son récit d'asile en manière telle qu'il devrait pouvoir en parler de manière cohérente et précise en dépit de l'écoulement du temps. Le Conseil souligne également que les auditions du requérant à l'office des étrangers et au Commissariat général se sont déroulées moins de deux années après la survenance des faits allégués par le requérant. Le Conseil estime que ce laps de temps n'est pas démesurément long et ne peut valablement justifier les divergences relevées dans les déclarations du requérant concernant des éléments importants de son récit tels que la période de sa détention, le nombre d'hommes de la DNR qui l'auraient abordé et l'offre financière qu'ils lui auraient faite.

5.12.5. Ensuite, la partie requérante fait valoir que le requérant n'a pas commis une « erreur majeure » en se trompant sur le nombre d'hommes de la DNR qui sont venus le trouver (requête, p. 4).

Le Conseil ne partage pas cette analyse qui revient à minimiser la contradiction relevée par la partie défenderesse. En effet, le Conseil considère que cette contradiction porte sur un élément important du récit, en l'occurrence l'unique contact que le requérant aurait eu avec des hommes de la DNR et qui lui aurait valu d'être arrêté, détenu, torturé et accusé de collaborer avec les forces armées de la République autoproclamée de Donetsk.

5.12.6. Concernant le retour du requérant à Marioupol pour voir l'état de son appartement après le bombardement de la ville, la partie requérante explique que le requérant ne réalisait pas le danger qu'il encourait outre que, aveuglé par ses années de travail et la difficulté qu'il a eu à acheter cet appartement, il ne pouvait pas imaginer l'abandonner aussi facilement (requête, p. 4).

Ces arguments apparaissent toutefois peu convaincants et totalement dérisoires, s'agissant d'une personne qui déclare craindre pour sa vie à Marioupol.

5.12.7. Pour le surplus, le Conseil constate que la requête ne rencontre pas les autres motifs de la décision attaquée qui remettent en cause la crédibilité du récit du requérant et en particulier les raisons pour lesquelles il serait ciblé ou recherché par les hommes du bataillon Azov. Il en résulte que ces motifs demeurent entiers et contribuent à conclure que les déclarations du requérant quant aux

problèmes rencontrés avec le bataillon Azov ne sont pas crédibles et que, partant, ses craintes à l'égard de ce groupe ne sont pas fondées.

5.13. Les documents déposés par la partie requérante ne permettent pas de modifier cette analyse.

5.13.1. Ainsi, s'agissant des documents figurant au dossier administratif, hormis le passeport original du requérant à propos duquel le Conseil s'est déjà prononcé ci-dessus, le Conseil estime que la décision attaquée a valablement considéré qu'ils ne permettent pas d'établir l'existence d'une crainte fondée de persécution dans le chef de la partie requérante. Le Conseil se rallie entièrement à l'analyse pertinente qui a été faite de ces documents et qui n'est pas utilement contestée dans le recours.

5.13.2. L'acte de naissance joint à la requête vise à établir l'identité du requérant, élément qui n'est pas contesté par le Conseil. La même analyse s'impose concernant l'attestation délivrée au requérant le 8 avril 2017 par le Service National des Migrations de l'Ukraine (v. dossier de la procédure, pièce 6).

5.13.3. La fiche de salaire du requérant et l'extrait de son contrat de travail en Belgique n'ont aucun lien avec les faits qui fondent sa demande de protection internationale (v. dossier de la procédure, pièce 6).

5.13.4. Quant aux articles de presse joints à sa note complémentaire du 17 octobre 2018, ils sont de nature générale et ne permettent en aucune manière d'établir la réalité des problèmes allégués par la partie requérante dans son chef personnel.

b. Crainte du requérant de faire l'objet d'une mesure de mobilisation

5.14.1. Sur cette question, la partie défenderesse estime que la crainte de la partie requérante est totalement hypothétique. Elle relève à cet égard que le requérant aurait été exempté du service militaire pour des raisons médicales et que rien n'indique qu'il serait actuellement à rejoindre l'armée. Elle ajoute que le requérant ne dépose aucun document ou convocation relatif à un appel à la mobilisation dans son chef outre qu'il ressort des informations en sa possession qu'il n'y aura pas de nouvel appel à la mobilisation en 2016.

5.14.2. Dans son recours, la partie requérante ne conteste pas ces motifs spécifiques de la décision.

5.14.3. Invitée par l'ordonnance du 3 octobre 2019 à éclairer le Conseil, notamment sur la question du « risque de mobilisation forcée en Ukraine », la partie défenderesse a déposé au dossier de la procédure un nouveau rapport de son centre de documentation dont il ressort que l'Etat ukrainien a procédé à six vagues de mobilisation successives, la dernière ayant eu lieu en août 2015 et le président ukrainien a définitivement renoncé à la septième vague de mobilisation, initialement annoncée pour avril 2016. Aussi, selon ces informations, à la date du 19 septembre 2018, il n'y avait toujours pas eu de septième vague de mobilisation et aucune source ne fait état d'une reprise de la mobilisation, outre que de nombreuses sources de presse indiquent qu'en 2018, seuls des militaires sous contrat sont recrutés et servent dans la zone de combat (dossier de la procédure, pièce 10 : « COI Focus. Ukraine. Mobilisation partielle 2015, 2016, 2017 » daté du 19 septembre 2018).

5.14.4. De son côté, la partie requérante ne fournit aucun élément concret de nature à mettre en cause les informations précitées recueillies par la partie défenderesse à partir de sources concordantes et diversifiées. En effet, les articles de presse joints à sa note complémentaire du 17 octobre 2018 ne concernent pas la question spécifique de la mobilisation forcée en Ukraine.

5.14.5. Au vu de ces éléments, le Conseil tient pour acquis que la dernière vague de mobilisation en Ukraine a eu lieu en août 2015, soit il y a plus de quatre ans et que, depuis lors, l'armée ukrainienne recrute uniquement des contractuels sur une base volontaire et ne procède pas à des recrutements forcés.

5.14.6. Partant, le Conseil estime que le bienfondé de la crainte alléguée par le requérant d'être mobilisé dans l'armée en cas de retour en Ukraine n'est pas établi, à défaut d'en démontrer l'actualité.

### c. Conclusion

5.15. Le Conseil estime que les motifs développés *supra* portent sur les éléments essentiels de la demande de protection internationale du requérant et qu'ils sont déterminants, permettant, à eux seuls, de conclure à l'absence de bienfondé de la crainte de persécution qu'il allègue.

5.16. Dans une telle perspective, il n'est pas nécessaire d'examiner plus avant les autres motifs de la décision attaquée, les arguments de la requête qui y seraient afférents et les documents déposés par le requérant, un tel examen serait superflu et ne pourrait, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la présente demande.

5.17. Par conséquent, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays et en demeure éloignée par crainte de persécution au sens de l'article 1<sup>er</sup>, section A, paragraphe 2, de la Convention de Genève.

### 6. L'examen des demandes au regard de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

6.1. Conformément à l'article 49/3 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil examine également la demande sous l'angle de l'octroi éventuel d'une protection subsidiaire, telle qu'elle est définie à l'article 48/4 de ladite loi. Le « *statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4* ».

Selon le paragraphe 2 précité, sont considérés comme atteintes graves, la peine de mort ou l'exécution, la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine et les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

6.2. À l'appui de sa demande de protection subsidiaire sous l'angle de l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante n'invoque pas d'autres motifs que ceux qui sont à la base de sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié.

Dans la mesure où le Conseil estime que les craintes invoquées par la partie requérante pour se voir reconnaître la qualité de réfugié ne sont pas fondées, il n'aperçoit en l'espèce aucun élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes raisons, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine, la partie requérante encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980, à savoir la peine de mort ou l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants.

6.3. D'autre part, la partie requérante ne développe aucune argumentation convaincante qui permette de considérer que la situation dans sa région d'origine en Ukraine correspondrait actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil n'aperçoit, pour sa part, aucune indication de l'existence de sérieux motifs de croire que le requérant serait exposé, en cas de retour dans sa région d'origine, à un tel contexte.

6.4. En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder à la partie requérante la protection subsidiaire prévue par l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

7. Au vu de ce qui précède, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des sérieux motifs de croire qu'elle encourrait, en cas de retour dans son pays, un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Cette constatation rend inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande.

## **8. La demande d'annulation**

Les parties requérantes sollicitent enfin l'annulation de la décision attaquée. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande d'annulation.

## **9. Dépens**

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

### **Article 2**

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

### **Article 3**

Les dépens, liquidés à la somme de 186 euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-trois janvier deux mille vingt par :

M. J.-F. HAYEZ, président f.f., juge au contentieux des étrangers

Mme M. BOURLART, greffier.

Le greffier, Le président,

M. BOURLART

J.-F. HAYEZ